

Burundi : une journaliste détenue par les services de renseignement

@rib News, 15/04/2024 – Source AFP Une journaliste burundaise est détenue depuis dimanche par les services de renseignement à Bujumbura, a indiqué lundi sa famille à l'AFP, suscitant des inquiétudes pour la liberté de la presse dans ce pays d'Afrique de l'Est. Sandra Muhoza, 42 ans, est journaliste pour La Nova Burundi, média en ligne réputé proche du pouvoir. Mme Muhoza avait répondu samedi à l'invitation d'un riche homme d'affaires et membre influent du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, ont affirmé à l'AFP des membres de sa famille.

Sans nouvelles depuis samedi, "son mari a finalement reçu dimanche (...) un message provenant de son téléphone et qui disait +ton épouse est détenue au siège central du Service national du renseignement. Il lui a été proposé de ramener des habits et d'autres effets dont elle a besoin", a déclaré un membre de son entourage, se disant "inquiet mais aussi rassuré par ce message qui signifie qu'elle est encore en vie". Le motif de son arrestation n'a pas été communiqué à la famille. "Nous sommes très inquiets par l'arrestation de notre collègue, parce que jusqu'ici on ne sait pas pourquoi elle a été arrêtée", a de son côté indiqué à l'AFP le directeur du journal en ligne La Nova Burundi, Pascal Ndayisenga. Ce n'est pas la première fois que des journalistes sont ciblés au Burundi. En mai 2023, la journaliste Floriane Irangabiye avait été condamnée à 10 ans de prison pour "avoir porté atteinte à l'intégrité du territoire national". "Les journalistes burundais vivent dans la crainte d'être menacés, agressés ou arrêtés", selon l'ONG Reporters sans frontières, qui classé en 2023 le pays au 114e rang sur 180 en matière de liberté de la presse. Dimanche, les évènements du Burundi ont donné dans un message lu dans les milliers d'églises du pays la tentation du "monopartisme", les exécutions extrajudiciaires, la "corruption" et "l'impunité" dans le pays. Le président Evariste Ndayishimiye, qui a succédé à Pierre Nkurunziza après la mort de ce dernier en 2020, a été salué par la communauté internationale pour avoir progressivement mis fin à des années d'isolement du Burundi. Mais il n'a pas réussi à améliorer un piètre bilan en matière de droits humains. Et le Burundi, pays enclavé dans la région des Grands Lacs, est le plus pauvre au monde en terme de PIB par habitant, selon la Banque mondiale, avec 75% de ses 12 millions d'habitants vivant sous le seuil international de pauvreté.